

Mme UNGER

Session RATTRAPAGE 2019



1^e année licence droit
Cours de A à F

GRANDS DEBATS POLITIQUES

Durée de l'épreuve : 1 heure.

Répondez à trois questions parmi les quatre questions suivantes :

- 1) Quels sont les termes du débat autour de la définition du « harcèlement sexuel » aux Etats-Unis ?
- 2) Pour protéger les animaux, certains veulent reconnaître à ces derniers le bénéfice de droits fondamentaux. Quels sont les arguments en faveur de cette proposition ?
- 3) Quelles sont les trois critiques souvent adressées à l'*affirmative action*, et comment y répondre ?
- 4) La définition du populisme fait-elle l'objet de discussions ?

Document autorisé : NEANT.

1^e année licence droit

Cours de G à M

**GRANDS DEBATS POLITIQUES**

Durée de l'épreuve : 1 heure.

SUJET SUR 4 PAGES

Barème : réponse juste + 1 point ; absence de réponse ou réponse fautive 0 point.
Attention, parfois plusieurs réponses sont possibles.

1/Théodore de Bèze est l'auteur de l'ouvrage intitulé

- A/ Le « Traité sur le Gouvernement civil » ?
- B/ Le « Contrat social » ?
- C/ Le « Droit des magistrats sur leurs sujets » ?
- D/ « La pensée politique de Marie-Antoinette » ?

2/ Sophocle est l'auteur d'un ouvrage intitulé :

- A/ Antigone ?
- B/ Antipode ?
- C/ Antimythe ?
- D/ Antisocial ?

3/ Le terme de monarchomaques désigne un courant de pensée :

- A/ justifiant le droit de résistance contre le tyran ?
- B/ justifiant le droit la désobéissance à un ordre illégal ?
- C/ justifiant la désobéissance au roi ?
- D/ justifiant le droit de désobéissance à l'Eglise catholique ?

4/ Les Six livres de la République sont un ouvrage de :

- A/ Sophocle ?
- B/ John Locke ?
- C/ Jean Bodin ?
- D/ Montesquieu ?

5/ Qui a déclaré : « On ne peut régner innocemment. Tout roi est un rebelle et un usurpateur. [...] Cet homme doit régner ou mourir. »

- A/ Jean-Jacques Rousseau ?
- B/ Charles-Louis de Secondat ?
- C/ Emmanuel Macron ?
- D/ Louis-Antoine de Saint-Just ?

6/Henri David Thoreau était un :

- A/ Un militant des droits civiques aux Etats-Unis ?
- B/ Un théoricien français du droit de résistance ?
- C/ Un théoricien américain de la désobéissance civile ?
- D/ Partisan français du droit de résistance ?

7/ La désobéissance civile prônée par Gandhi commence avec :

- A/ La marche pour les droits civiques ?
- B/ La guerre civile en Inde ?
- C/ La marche du sel ?
- D/ La manifestation de Montgomery ?

8/ L'arrêt Hubert rendu par le Conseil d'Etat le 11 février 1949 est relatif :

- A/ A un membre de la sûreté générale de la Police de Vichy en charge de la lutte contre les résistants ?
- B/ A un directeur du service chômage de la ville de Drancy qui avait illégalement versé des indemnités pour le chômage à des personnes n'y ayant pas le droit ?
- C/ A un officier allemand responsable de la Gestapo à Lyon ?
- D/ A un secrétaire général de la préfecture de Bordeaux ayant organisé la déportation des juifs depuis la Gironde vers le camp de Drancy ?

9/ Le devoir de désobéissance du fonctionnaire doit être justifiée :

- A/ Par un ordre inconstitutionnel et manifestement illégal ?
- B/ Par un ordre illégal, inconstitutionnel et injuste ?
- C/ Par un ordre illégal et de nature à compromettre un intérêt public ?
- D/ Par un ordre manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public ?

10/ La théorie de la banalité du mal dans un régime totalitaire a été formulée par :

- A/ Pierre Truche ?
- B/ Vladimir Jankélévitch ?
- C/ Hannah Arendt ?
- D/ Henri Donnedieu de Vabres ?

11/ Le procès Eichmann s'est déroulé :

- A/ A Lyon ?
- B/ A Jérusalem ?
- C/ A Nuremberg ?
- D/ A Copacabana ?



12/ La notion de crime contre l'humanité a été définie par :

- A/ Par l'article 6 du statut du Tribunal de Nuremberg ?
- B/ Par la loi française de 1964 relative à l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité ?
- C/ Par l'article 7 du statut de la Cour pénale internationale ?
- D/ Elle est d'origine jurisprudentielle ?

13/ La Déclaration des droits de l'humanité a été présentée :

- A/ A l'occasion des accords de Marrakech de 1994
- B/ A l'occasion des accords de Paris de 2015
- C/ A l'occasion de la COP 27
- D/ A l'occasion de la COP 21

14/ Le Protocole de Kyoto met en place :

- A/ Un marché du carbone
- B/ Une taxe carbone
- C/ Un programme de transition énergétique
- D/ Un programme de restauration de la forêt amazonienne

15/ Le rapport du GIEC rendu en octobre 2018 est :

- A/ Le 5^e rapport du GIEC
- B/ Le 6^e rapport du GIEC
- C/ Le 7^e rapport du GIEC
- D/ Un rapport spécial commandé par la COP 21

16/ Les Limites de la croissance sont le titre d' :

- A/ Un rapport commandé par le Club de Rome
- B/ Un rapport rédigé par Dennis Meadows et son équipe
- C/ Un rapport de l'ONU
- D/ Un rapport de la Société Américaine de l'Economie

17/ La théorie de Malthus peut se résumer par la formule suivante

- A/ Lorsque la population augmente de manière géométrique, la production agricole augmente de manière arithmétique
- B/ Lorsque la population augmente de manière chaotique, la production agricole s'effondre de manière arithmétique
- C/ Lorsque la population augmente de manière arithmétique, la production agricole augmente de manière géométrique
- D/ Lorsque la population diminue de manière constante, la production agricole augmente de manière géométrique

18/ L'histoire des rennes de l'île de Saint Matthews est :

- A/ Un conte Grimm
- B/ Un mythe de la guerre froide
- C/ Une illustration du principe de la catastrophe malthusienne
- D/ Une légende des peuples Samoyèdes

19/ Garrett Hardin est l'auteur d'un célèbre article intitulé :

- A/ The Tragedy of the Common Law
- B/ The Tragedy of King Lear
- C/ The Tragedy of the Planet
- D/ The Tragedy of the Commons

20/ Les bases du droit international de l'environnement ont été posées à l'occasion du :

- A/ Sommet de Woodstock en 1969
- B/ Sommet de Paris en 1968
- C/ Sommet de Rio en 1972
- D/ Sommet de Stockholm en 1972

21/ La Convention sur la biodiversité de 1992 a :

- A/ Affirmé le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources ?
- B/ Défini la biodiversité comme un patrimoine commun de l'humanité ?
- C/ Considéré que la biodiversité était un bien public mondial ?
- D/ Abandonné la biodiversité à la biopiraterie ?

22/ Le protocole de Cartagena est relatif :

- A/ A la protection de la biopiraterie ?
- B/ A la prévention des risques climatiques ?
- C/ A la prévention des risques biotechnologiques ?
- D/ A la prévention de la dégradation des sols ?

23/ La Déclaration des droits des peuples autochtones a été proclamée :

- A/ En 1972 au 1^{er} sommet de la Terre ?
- B/ En 1992 au 3^e sommet de la Terre ?
- C/ En 2007 à l'ONU ?
- D/ En 2015 à l'occasion de la COP 21 à Paris ?

24/ Le Code civil français définit l'animal comme

- A/ Un bien meuble ?
- B/ Un bien immeuble ?
- C/ Un être vivant doué de sensibilité ?
- D/ Une personne ?



Université
de Strasbourg

An-3

Juin 2019

Examen de grands débats politiques et sociaux

Seconde session, second semestre

Cours du professeur Julien Jeanneney

Questionnaire à choix multiple

Le questionnaire comprend quarante questions.
Une seule réponse à chaque question est correcte.

- Réponse correcte : + 1
- Absence de réponse : 0
- Réponse fausse : - 0,25

1. — Joseph Schumpeter

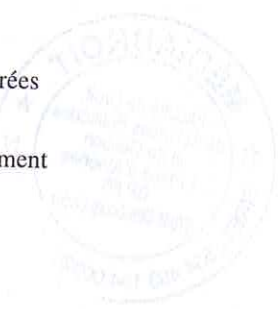
- A. réduit la démocratie à une procédure de débat collectif
- B. réduit la démocratie à une procédure de désignation des gouvernants
- C. réduit la démocratie à une procédure de justification des abus de pouvoir

2. — Scott Page

- A. défend que la diversité des points de vue dans un cadre délibératif enrichit la qualité de la décision
- B. défend que l'aristocratie, comprise comme gouvernement des meilleurs, permet seule d'arriver à de bonnes décisions
- C. défend que la démocratie doit, pour être efficace, s'accompagner d'un pouvoir autoritaire.

3. — Lors des débats sur le « mariage pour tous »

- A. Les professeurs de droit ont presque tous refusé de prendre position
- B. Les professeurs de droit ont presque tous refusé de se prévaloir de leurs fonctions
- C. Les professeurs de droit ont pour beaucoup pris une position publique en faveur ou en défaveur de la réforme



4. — **La loi du 15 mars 2004**
- A. proscrit les prières collectives dans les établissements scolaires lorsqu'elles n'ont pas été déclarées
 - B. prescrit un dialogue avec l'élève à l'encontre duquel est envisagée une procédure disciplinaire
 - C. autorise l'élève puni au terme d'une procédure disciplinaire à s'inscrire dans un autre établissement
5. — **La liberté religieuse**
- A. a été consacrée pour la première fois par la loi de 1905
 - B. est encadrée par l'article 10 de la Déclaration de 1789
 - C. n'a aucun fondement textuel en droit français
6. — **Le « Ralliement » des catholiques**
- A. a été organisé par Napoléon Bonaparte
 - B. a marqué la III^e République
 - C. est une conséquence du concile de Vatican II
7. — **Stanislas de Clermont-Tonnerre**
- A. souhaite tout donner aux Juifs comme nation, et tout leur refuser comme individus
 - B. souhaite tout donner aux Juifs comme individus et tout leur refuser comme citoyens
 - C. souhaite tout refuser aux Juifs comme nation tout en les présumant citoyens
8. — **La « nouvelle laïcité »**
- A. prescrit la neutralité religieuse aux personnes privées
 - B. prescrit la neutralité religieuse des ministres du culte
 - C. prescrit le port de signes religieux à partir de la majorité
9. — **La déclaration des devoirs**
- A. accompagne la Déclaration des droits de 1789
 - B. accompagne la Déclaration des droits de 1793
 - C. accompagne la Déclaration des droits de 1795
10. — **L'égalité naturelle des individus**
- A. est postulée dans le *cosmos* aristotélicien
 - B. est postulée par Thomas d'Aquin
 - C. est postulée par Locke
11. — **« Toute controverse de droit public doit, pour se calquer sur les principes généraux, partir de ce point de vue que la liberté est la règle et la restriction de police l'exception »**
- A. est une formule utilisée par le commissaire du gouvernement Corneille dans ses conclusions sur l'arrêt *Baldy* de 1917
 - B. est une formule utilisée par George Clemenceau lors des débats sur la loi de 1905
 - C. est une formule utilisée par Robespierre lors de sa dernière séance à la Convention, avant d'être guillotiné
12. — **Le terme « populisme »**
- A. a été utilisé pour désigner des révoltes d'ouvriers dans des usines en Russie au XIX^e siècle
 - B. a été utilisé pour désigner les régimes instaurant un scrutin au suffrage universel direct
 - C. a été utilisé pour désigner un responsable politique argentin au milieu du XX^e siècle
13. — **Dans son ouvrage de 2018, *Le peuple contre la démocratie*, Yascha Mounk**
- A. défend que la démocratie et le libéralisme sont désormais des valeurs distinctes
 - B. défend que la démocratie et le libéralisme ont toujours été opposés
 - C. défend que la démocratie représentative est toujours autoritaire

14. — Le nombre d'Américains pensant qu'un régime militaire constituerait un bon système de gouvernement est passé

- A. de 1 sur 16 en 1995 à 1 sur 2 en 2018
- B. de 1 sur 16 en 1995 à 1 sur 6 en 2018
- C. de 1 sur 16 en 1995 à 1 sur 14 en 2018

15. — Dans *La démocratie sans maîtres*, Matthieu Niango

- A. défend une forme plus directe d'expression citoyenne
- B. défend une auto-gestion permettant de se passer de tout représentant
- C. appelle à réformer les écoles primaires

16. — Marie de Gournay

- A. a été candidate au Parlement de Bourgogne
- B. invitait à relativiser les différences sexuelles entre hommes et femmes
- C. estimait que l'infériorité des femmes, qu'elle ne défendait pas, se justifiait néanmoins par les différences physiques entre hommes et femmes

17. — Le terme et le concept de « genre »

- A. ont été utilisés pour la première fois par Simone de Beauvoir en 1949
- B. ont été utilisés pour la première fois par John Money en 1955
- C. ont été utilisés pour la première fois par Christine Delphy en 1981

18. — L'idée d'un « contrat sexuel »

- A. a été défendue par Frantz Fanon avant la Seconde Guerre mondiale
- B. a été défendue par Judith Butler à la fin des années 1950
- C. a été défendue par Carole Pateman à la fin des années 1980

19. — La « mémoire », selon Pierre Nora

- A. s'est développée après la défaite de Waterloo
- B. est une invention politique destinée à justifier le rapprochement franco-allemand dans les années 1980
- C. s'est manifestée lors de l'anniversaire de Clovis

20. — La « loi Taubira »

- A. tend à lutter contre l'antisémitisme qui s'exprime lors de certains spectacles
- B. tend à attacher une qualification pénale rétrospective à des faits anciens
- C. tend à restituer des biens spoliés à certaines catégories de la population

21. — Paul Touvier

- A. a fait l'objet de l'un des grands procès à portée mémorielle
- B. était le principal avocat de Klaus Barbie en 1987
- C. a écrit la première histoire critique du régime de Vichy au début des années 1970

22. — Le sommet de la Terre

- A. a été organisé à Rio de Janeiro en 1992
- B. a été organisé à Paris en 2015
- C. sera organisé à Nairobi en 2020

23. — L'élévation globale du niveau des mers risque de porter substantiellement atteinte au territoire

- A. des îles Canaries
- B. des îles anglo-normandes
- C. des îles Maldives

24. — L'écologie politique a été distinguée de l'écologie scientifique par
- A. André Gorz
 - B. Arthur Tansley
 - C. Brice Lalonde
25. — Le « droit à être laissé tranquille », qui caractérise la *privacy* selon Warren et Brandeis, est une formule du juge
- A. Frankfurter
 - B. Dredd
 - C. Cooley
26. — Les discussions entre Michel Rocard et les organisations néo-calédoniennes en 1988 révèlent, selon Guy Carcassonne
- A. que certaines discussions politiques sensibles gagnent à être temporairement cachées du regard public
 - B. que les discussions secrètes, apparemment satisfaisantes dans un premier temps, finissent toujours par causer du tort à leurs protagonistes
 - C. que la cohabitation est une maladie de la V^e République
27. — Comme le rappellent Mathias Chichportich et Denis Olivennes, la « destruction créatrice » comme moteur du progrès est une théorie défendue par
- A. Franklin Delano Roosevelt
 - B. Joseph Schumpeter
 - C. John Maynard Keynes
28. — La décision de la CJUE rendue en octobre 2015 en matière de protection des données personnelles est relative à l'accord
- A. Safe Haven
 - B. Safe Harbor
 - C. Safe Harmony
29. — Cambridge Analytica
- A. est un éditeur d'ouvrages et de revues scientifiques spécialisé dans les statistiques
 - B. est une société de traitement et d'analyse de données
 - C. est un laboratoire qui a récemment reçu le prix Nobel de médecine
30. — Selon le philosophe Michaël Fœssel, la vie humaine
- A. dépasse largement ce qu'en révèlent les données
 - B. connaît un bouleversement dès lors que l'intime peut désormais être offert aux yeux de tous
 - C. tend de plus en plus à se réduire à la recherche de la propriété sur ses données
31. — Les données sont comparées par Gaspard Koenig
- A. à la roue
 - B. au charbon
 - C. au pétrole
32. — Le règlement général sur la protection des données
- A. remplace une directive de 1995
 - B. remplace la loi « Informatique et Libertés » de 1978
 - C. supprime la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés

33. — Welsch

- A. est un chien mosellan
- B. est un requérant optimiste
- C. est un robot saoudien

34. — Olivier le Bot défend

- A. qu'il serait dangereux de reconnaître aux animaux le bénéfice de droits fondamentaux
- B. que la proximité entre les hommes et les hominidés justifie que l'on traite singulièrement ces derniers
- C. que l'on ne saurait bénéficier de droits lorsque l'on est privé de volonté

35. — Le robot qui a battu le champion du monde d'échecs Garry Kasparov en 1997 s'appelle

- A. Klein Blue
- B. Blue Box
- C. Deep Blue

36. — Dominique Bourg défend

- A. que les dispositions constitutionnelles antérieures à la Charte de l'environnement ne sauraient être mobilisées aujourd'hui en matière environnementale
- B. que l'attention à l'impératif de protection de l'environnement peut être identifiée dès le XVIII^e siècle
- C. que les loi constitutionnelles de 1875 marquent le point de départ de la protection juridique, alors indirecte, de l'environnement

37. — La cour d'appel de Paris a jugé, dans son arrêt *Erika* de 2010

- A. que les collectivités territoriales ne peuvent obtenir réparation d'un préjudice environnemental que si elles disposent d'une compétence spéciale en matière environnementale
- B. que le préjudice écologique invoqué par les requérants n'a pas d'existence juridique
- C. que le préjudice écologique résulte d'une atteinte aux actifs environnementaux non marchands

38. — La CNDP

- A. a failli organiser le grand débat national
- B. connaît de recours individuels en matière de protection des données personnelles
- C. s'est donnée pour objectif d'obtenir la suppression de la corrida

39. — La première affirmation politique selon laquelle le catholicisme n'est plus la religion officielle de l'Etat intervient

- A. pendant la Révolution française
- B. à l'initiative de Napoléon
- C. par la loi de 1905

40. — La distinction entre justice distributive et justice commutative a été proposée

- A. par le Conseil d'Etat en 1974
- B. par la Cour européenne des droits de l'Homme en 1989
- C. par Aristote au IV^e siècle avant notre ère

